



Écologie & Solidarité

Journal des éluEs EELV, Ades, Alternatifs de la Ville de Grenoble

N°10 - Avril 2012

Olivier Bertrand, Maryvonne Boileau, Gwendoline Delbos-Corfield, Marina Girod de l'Ain, Gilles Kuntz & Hakim Sabri

A LA UNE

Poser les vrais enjeux

Aucun mot pour l'écologie et les dangers qui menacent l'humanité dans la campagne présidentielle ! La plupart des candidats n'accordent que quelques bribes de leurs programmes à l'environnement.

Pourtant, notre climat change à un rythme de plus en plus rapide ; le prix du pétrole s'enflamme ; la biodiversité est de plus en plus menacée, jusqu'à mettre en péril nos ressources alimentaires ; la déforestation a mis à bas la moitié des forêts dans le monde ; nous perdons en France en 7 ans l'équivalent de la surface de l'Isère en terres agricoles.

Il paraît donc évident que la crise écologique a des répercussions sociales et économiques directes. Mais non, cette logique d'ensemble échappe encore largement au débat public...

Ces constats nous concernent au premier chef et dès le mandat présidentiel à venir. Ils vont fortement impacter notre accès à l'énergie, à une alimentation diversifiée, à la mobilité, notre santé...

Mais ils sont aussi l'opportunité d'engager une transition écologique, comme un moyen de créer de l'emploi et de l'échange. Voilà pourquoi l'écologie politique a toute sa place au centre du débat.

Nota : ce journal est édité avec des moyens municipaux. Il ne peut donc pas constituer un soutien explicite à un(e) candidat(e) à la Présidentielle.

EN BREF

Emplois verts contre délocalisations

Le chômage structurel persistant et les difficultés particulières des jeunes dans leur insertion professionnelle peuvent donner une image sinistre de l'avenir de nos sociétés. Comme si une partie de la population était condamnée à être complètement exclue du monde du travail.

Pourtant un nouveau développement économique est en germe : il organise différemment les activités humaines et l'exploitation des ressources de la planète. Après la révolution industrielle, puis l'avènement du tertiaire et des emplois de services, la transition écologique de l'économie permet de créer de nouveaux métiers, d'en réhabiliter d'anciens, de donner de meilleures conditions de travail à tous et de préserver notre environnement.

Certains processus sont déjà connus : l'énorme gisement des énergies renouvelables et les besoins immenses en réhabilitation et isolation des bâtiments ; produire ce que nous consomons localement et importer beaucoup moins ; mettre un terme à l'obsolescence programmée des objets et ramener dans nos quartiers des réparateurs en tous genre. Mais c'est aussi la recherche et l'innovation écologiquement utiles qui ouvrent les pistes des employeurs de demain : chimie verte, élaboration de matériaux (pour la construction, l'habillement, l'informatique), reconversion de l'automobile, valorisation des déchets et recyclage...

Les industries écologiques du futur commencent seulement : elles seront créatrices d'emplois. A nous de les inscrire dans une logique d'économie solidaire par une législation adaptée.

Réduire les épisodes de pollution

L'hiver que nous venons de passer a connu des périodes de pollution que l'on ne peut plus appeler des «pics» mais bien des «plateaux». Cette pollution a des conséquences très concrètes sur la santé de tous les grenoblois.

Pourtant, en dehors des informations sur le site de Rhône Alpes Atmo (ou sur les sites relais), à aucun moment nous n'avons été informés des précautions à prendre pour nous permettre de nous protéger contre les pollutions, notamment d'éviter de sortir.

Pour ne plus subir cette pollution, il devient urgent d'employer les grands moyens. Si la circulation n'est pas la seule source de pollution, elle reste la plus importante pour de nombreux polluants. Pour réduire ces émissions, plusieurs solutions existent. Lorsque les seuils d'alerte sont dépassés, les responsables publics devraient avoir le courage de diminuer la circulation par des moyens drastiques. Ainsi, la préfecture dispose depuis l'adoption de la loi sur l'air en 1996 d'un moyen d'action, certes contraignant mais efficace, en la mise en place de la circulation des véhicules selon les plaques d'immatriculation. Malgré des seuils d'alerte régulièrement dépassés, la préfecture n'a jamais usé de ce dispositif. Nous demandons sa mise en œuvre avec évidemment des politiques d'accompagnement comme la gratuité des transports en commun et des solutions de co-voiturage facilitées.

Cette mesure est contraignante mais pouvons nous continuer à nous voiler la face sur les enjeux, notamment en terme de santé ?

Espace citoyen

Retrouvez l'agenda du groupe, les communiqués et interventions des élus sur notre site internet :

www.grenoble-ecologie-solidarite.fr

De gauche à droite : Gwendoline Delbos-Corfield, Maryvonne Boileau, Hakim Sabri, Marina Girod de l'Ain, Olivier Bertrand & Gilles Kuntz.



OUI à l'association la plus large possible !

Au début du 20ème siècle, des champs et des zones marécageuses existaient encore à Grenoble. Les villes de la « cuvette » étaient éloignées les unes des autres de quelques kilomètres sans habitations. Mistral était un grand lieu de détente et de pique nique le dimanche. Le boom économique apporté par l'industrie de la Houille Blanche, puis la recherche (avec le CEA notamment) et enfin les Jeux Olympiques ont transformé la ville. Certains rêvent encore de cet âge d'or.

Mais plutôt que d'être tournés vers le passé, nous devons maintenant inventer le développement soutenable dans les villes. Et nous

Question de méthode.

Nous avons organisé une réunion publique sur ce thème le 2 avril dernier. Les participants, représentants des différents quartiers et collectifs de la ville, ont débattu avec Pierre Kermen, ancien élu à l'urbanisme.

Elus comme habitants ont pointé l'absence de vision d'ensemble pour la ville de demain dans les opérations menées par la majorité. Et tous ont aussi appuyé le fait que si des collectifs d'habitants étaient accusés de ne défendre que des intérêts « privés », ces derniers rejoignaient pourtant très souvent l'intérêt général.

Nous pensons qu'une façon de travailler cette jonction résidera dans l'animation d'« ateliers d'urbanismes populaires » !



L'opération Quai de la Graille, telle que vendue à gauche, telle que construite à droite... Sur le dessin, les espacements à gauche et à droite du bâtiment central sont respectivement de 1,23 et 1 fois sa largeur. Sur la photo, 1,04 et 0,74... Qui comparera les plans masses et les réalisations ?

l'inventerons dans le « faire avec » tous ses habitants. Plutôt que de qualifier les uns de « bobos » et les autres de corporatistes «NIM-BY», nous avons à nous atteler à rechercher les bonnes méthodes pour dépasser les antagonismes existants.

Reprenons donc toujours la même idée qui guide notre action depuis de nombreuses années : information large et soutenue du projet à mettre en œuvre ; analyse des projets présentés ; débat public et contradictoire avec les habitants ; énoncé clair des choix ; ajustements nécessaires.

Ce n'est pas difficile. Cela demande un peu de temps et surtout de la volonté politique, celle d'échanger avec les habitants en acceptant la co-construction en amont des projets.



Ainsi, nous n'aurions peut être jamais eu le fameux projet du Quai de la Graille. La première impression de cet espace, c'est d'abord l'ultra-densité. Les promoteurs immobiliers ont eu le droit de rentabiliser le moindre espace ! Les riverains et les futurs habitants méritent mieux que ces 11 tours de 11 étages.

Nous ne sommes pas élu-e-s pour décider seul-e-s durant les 6 ans d'un mandat. La démocratie, c'est aussi donner envie aux habitants de s'investir dans les projets proposés pour que toute la population de la ville se les approprie et soit ensuite en capacité de les expliquer. Bref, c'est développer la citoyenneté au travers de la construction d'une ville.

3 questions à Marie-Christine Couic

Sociologue-Urbaniste et Docteur en Architecture, membre de «Bazar Urbain»

**En quoi vous paraît-il important d'associer les habitants aux projets d'urbanisme ?**

Aujourd'hui, les collectivités doivent mener à bien des projets avec des enjeux supra-locaux tout en ayant un dialogue serein avec la population et les acteurs locaux. Cette contradiction apparente peut être résolue par un travail d'écoute pour construire une connaissance partagée des lieux. Mais au-delà, nous observons que ce positionnement est nécessaire pour faire émerger les qualités d'un territoire. En effet, les analyses «traditionnelles» reposant sur les seuls statistiques et experts ne suffisent plus pour saisir toute la complexité d'un lieu. Elles doivent être complétées grâce à la «maîtrise d'usage» qu'en ont ses usagers. C'est d'ailleurs une préoccupation grandissante chez des institutions d'arriver à un projet construit de manière interactive avec

les différents acteurs. On peut dire que nous développons un modèle négocié de fabrication de la ville.

Comment bien mener ces négociations, alors ?

Attention à ne pas confondre les objectifs : l'écoute permet de mieux qualifier un territoire, de le connaître dans sa manière d'être. On n'est pas dans la concertation. L'idée maîtresse est de capter les vécus et représentation du territoire, de croiser les regards. Concrètement, plusieurs techniques de transcription de la perception des espaces peuvent être mobilisées : la carte mentale, les parcours collectifs et embarqués, le récit partagé, les micro-trottoirs... jusqu'aux techniques de rendu qui peuvent être modulées. Il ne faut d'ailleurs pas oublier le rendu de ce travail d'écoute aux habitants.

Donc plus de garanties d'acceptabilité du projet ?

Ce n'est pas le but ! Mais ce processus ouvre d'autres perspectives. Il permet d'enrichir le projet en terme de contenu et de conduite. L'action du maître d'ouvrage n'est plus assise sur le seul «diagnostic», qui pointe souvent les dysfonctionnements, mais sur les ressources et qualités du territoire. Le processus d'écoute qui les aura fait émerger implique les usagers : ils ne sont plus seulement destinataires, pas encore instigateurs, mais leur parole fonde un projet qui implique les institutions, qui ouvre à une meilleure adéquation entre les besoins et les moyens.